

Les catégorisations contemporaines du monde social

Dossier coordonné par Jean-Baptiste Comby et Julie Pagis

« Toute classification implique un ordre hiérarchique dont ni le monde sensible ni notre conscience ne nous offrent le modèle. Il y a donc lieu de se demander où nous sommes allés le chercher.¹ »

Les catégorisations du monde social font l'objet de luttes souvent silencieuses pour l'habilitation de collectifs. Au travers de ces luttes d'ordre symbolique se joue l'imposition de principes de visions et de divisions du monde correspondant aux intérêts des groupes qui les portent. Pierre Bourdieu analysait déjà, dans les années 1970, les enjeux de la (dé)possession des modes de production des identités collectives en soulignant que « *les classes dominées ne parlent pas, elles sont parlées* » dans la mesure où elles se trouvent « *dominées jusque dans la production de leur image du monde social et par conséquent de leur identité sociale.*² » Alors même que depuis une vingtaine d'années les sciences sociales ont montré, d'un côté, la délégitimation symbolique de la classe ouvrière et, de l'autre, la consolidation politique des classes privilégiées³, les récits sur la « moyennisation de la société » ou sur le « nivellement des hiérarchies » progressent dans le débat public. Ils accompagnent une redéfinition des conceptions légitimes du monde social et confortent un air du temps qui malmène la culture des problèmes publics en dépolitisant les troubles, les désagréments et les souffrances⁴. Comment expliquer cette dévalorisation du prisme des antagonismes sociaux, voire leur occultation, au profit d'un renforcement de visions postmodernistes qui déclinent les refrains de la fin des (rapports de) classes⁵ et de l'avènement d'individus maîtres de leurs actes dans des systèmes sociaux supposés fluidifiés⁶ ?

Ce dossier se propose d'approfondir ce questionnement en étudiant les modes contemporains de catégorisation du monde social. Les manières dominantes de décrire les rapports sociaux et les lignes de clivage entre les groupes nous renseignent sans doute moins sur la composition effective de la société que sur l'état de la compétition pour l'accès au débat public et aux expertises ou commentaires autorisés. En d'autres termes, toutes les franges de la population et tous les intérêts sociaux ne bénéficient probablement pas de la même considération de la part des professionnels de la mise en catégorie du social. Ces derniers, en établissant des « hiérarchies du voir », contribuent néanmoins à créditer un « arrière-plan normatif implicite, qui a un fondement politique, définissant à

¹ Émile Durkheim et Marcel Mauss, « De quelques formes de classification - Contribution à l'étude des représentations collectives ». *Année sociologique*, VI, (1901-1902), pp. 1 à 72

² Pierre Bourdieu, « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1977, vol. 17-18, p. 4.

³ Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 1999. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Les ghettos du ghetto. Comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Paris, Seuil, 2007.

⁴ Sur la dilution de la culture des problèmes publics formalisée par Gusfield, voir : Erik Neveu, *Sociologie politique des problèmes publics*, Paris, Armand Colin, 2015. Sur la dépolitisation accrue des enjeux de débat public, voir : Jean-Baptiste Comby, *La question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public*, Paris, Raisons d'Agir, 2015.

⁵ Emmanuel Pierru et Alexis Spire, « Le crépuscule des catégories socioprofessionnelles », *Revue Française de Science Politique*, 2008, n°3, pp. 457-481.

⁶ Louis Pinto, *Le café du commerce des penseurs. A propos de la doxa intellectuel*, Bellecombe-en-Beauges, Editions du croquant, 2009.

un moment historique donné ce qui peut être aperçu et ce qui passe inaperçu⁷ ».

En posant ainsi la question des correspondances entre ordre symbolique et ordre social, **ce dossier souhaite mettre l'accent sur les enjeux politiques de ces catégorisations** : comment les manières dont les groupes sociaux sont hiérarchisés et rendus visibles pèsent-elles sur la légitimité des conflictualités motivées par la (dé)valorisation de leurs attributs symboliques et matériels ? En montrant qui souffre, qui subit, qui nuit, qui coûte, qui domine, qui agit ou qui mérite, les catégorisations du social ne viennent-elles en effet pas qualifier ou disqualifier des actions collectives, des mots d'ordre, des demandes de reconnaissance, des contestations, des revendications ou des réparations ? Dans les sociétés capitalistes où les ségrégations « identitaires » et culturelles se substitueraient aux ségrégations sociales et économiques, où ne se mobiliseraient plus que des « minorités » engagées dans des causes sociétales, où les syndicats et les luttes sur les lieux de travail seraient *hasbeen*, mais où le thème des inégalités se serait raffermi et où les clivages « peuple » vs « élites cosmopolites », « 99% » vs « 1% », « anti-système » vs « oligarchie » semblent admis par les dominants comme par les dominés du jeu politique, il paraît utile de mieux comprendre **comment se transforment et circulent les catégorisations du social**.

1. Les catégorisations professionnelles du monde social : logiques de production et valorisations publiques

Le premier axe se concentrera sur les catégorisations qui, bien qu'inégalement instituées, s'imposent durablement dans les discours publics que ce soit en France, à l'étranger ou aux échelons supranationaux. Les contributions, tout en documentant empiriquement les mises en catégorie du social élaborées dans le cadre d'activités professionnelles, interrogeront les conditions sociales de la valorisation différenciée de ces taxinomies dans les débats médiatiques et politiques.

Qu'en est-il tout d'abord des catégorisations produites par les sciences sociales ? Loin d'être neutres, celles-ci font l'objet de controverses et renvoient à des positionnements politiques concurrents comme le suggèrent, pour ne donner qu'un exemple, les diverses manières de décrire la « pauvreté », l'« exclusion », « les précaires » ou les « sans ». Les analyses prolongeant les travaux sur la construction des catégories professionnelles et la quantification des groupes sociaux ou de leurs pratiques seront ici bienvenues⁸.

Comment ces catégorisations scientifiques du monde social circulent-elles dans divers secteurs d'activité ? Les taxinomies mobilisées par les agents du marketing, de la communication, des études d'opinion, de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme ou du consulting⁹ pourraient ainsi être prises pour objet : d'où viennent-elles ? De quelles philosophies sociales, de quels principes de classement¹⁰, et

⁷ Olivier Voirol, « Présentation. Visibilité et invisibilité : une introduction », *Réseaux*, 2005, n°129-130, p. 9-36.

⁸ Alain Desrosières, « Décrire l'Etat ou explorer la société : les deux sources de la statistique publique », *Genèses*, 2005, 58, p. 4-27.

⁹ Dans les années 1990, les « sociostyles » ont par exemple constitué des catégorisations professionnelles du monde social qui ont accompagné la valorisation des métiers de la communication. Voir : Erik Neveu « « Sociostyles »...une fin de siècle sans classe », *Sociologie du Travail*, 1990, n°2, p. 137-154 ; Didier Georgakakis, « Une science en décalage. Genèses et usages des "socio-styles" du Centre de Communication Avancée », *Genèses*, 1997, n°29, pp. 51-74. A propos des visions du monde social propres aux logiques sondagières, voir : Patrick Lehingue, *Subunda. Coups de sonde dans l'océan des sondages*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2007.

¹⁰ Alain Desrosières, Laurent Thévenot [1988] 2002, *Les catégories socioprofessionnelles*, Paris, La Découverte.

de quelles logiques d'action professionnelle procèdent-elles ? Il s'agirait de poursuivre les réflexions sur la mathématisation, et désormais l'algorithmisation, du social. A l'ère des « big data », de nouvelles logiques de description et de prédiction du monde social viennent concurrencer celles visant à expliquer le social par le social (statistiques descriptives, inférentielles et analyse de données)¹¹. Comment ce recours croissant à des données numériques massives mais ne permettant généralement pas de contextualiser finement les informations, travaille-t-il les logiques de catégorisation du monde social ? Au profit de quels intérêts sociaux ? Dans le même esprit, seraient également appréciées des contributions relatives à la promotion, par les sciences cognitives notamment, de nouvelles sociodicies biologisantes, psychologisantes ou culturalistes¹².

Dans la mesure où les classements politiques du monde social sont sans doute ceux qui produisent le plus d'effets sur les rapports de pouvoir entre les groupes, la fabrique partisane et gouvernementale des identités collectives¹³ méritera d'être étudiée. Des articles portant sur le rôle des experts, des *think tank*, voire des lobbies, dans la co-production de ces savoirs de gouvernement seraient particulièrement pertinents. Une attention particulière sera également portée aux façons dont le travail militant peut contribuer à remettre en cause des divisions officielles du monde social ou à faire émerger des catégorisations alternatives.

Enfin, les professionnels des médias orientent la visibilité des différentes catégories d'acteurs et peuvent ainsi banaliser certains modes de découpage du monde social. Il s'agira donc de rendre sociologiquement compte du succès journalistique de catégories à partir desquelles la société est donnée à penser (« pavillonnaires » ou « périurbains », « néo-ruraux » ou « néo-paysans », « élites », « réac' », « jeunes des quartiers », « émeutiers », « réformistes », « radicaux », « bobos »...). Qui sont leurs artisans et leurs passeurs ? Dans et à quelles conditions ces labellisations circulent-elles au sein des univers médiatiques ?

Les contributions s'attacheront à étayer l'ancrage social des agents étudiés. En effet, si comme l'avance Saussure, « c'est le point de vue qui crée l'objet », alors les taxinomies dépendent des profils, positionnements et intérêts sociaux de ceux qui les produisent. Cette même hypothèse irrigue le second axe de ce dossier qui se propose d'aborder ces questionnements du point de vue non plus des catégorisations professionnelles et de leurs circulations politiques ou médiatiques, mais des découpages du monde social élaborés et mobilisés par les individus.

2. Les catégorisations ordinaires du monde social: ressorts sociaux, stabilité et transférabilité

Le deuxième axe s'intéresse aux processus de catégorisations ordinaires du monde social : comment les individus, en fonction de leurs trajectoires, de leurs positions, et de leurs aspirations sociales,

¹¹ Étienne Ollion, Julien Boelaert, « Au delà des *big data*. Les sciences sociales et la multiplication des données numériques », *Sociologie*, 3/2015 (Vol. 6), p. 295-310.

¹² Sur ces tendances, voir par exemple : Robert Castel, et Eugène Enriquez, « D'où vient la psychologisation des rapports sociaux ? », *Sociologies Pratiques*, 2008, n°17, pp. 15-27 ; Sébastien Lemerle, « Les habits neufs du biologisme en France. » *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009, n°176-177, p. 63-81.

¹³ L'étude du Parti Socialiste montre par exemple comment un jeu politique hautement spécialisé, concurrentiel et médiatisé a conduit à une certaine démonétisation de l'électorat populaire et, à travers lui, des catégories sociales qui le composent. Rémi Lefebvre, Frédéric Sawicki, *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Bellecombe-en Beauges, Editions du Croquant, 2006.

(s)assignent-ils des places et des statuts ? Quel est le rôle respectif des sociabilités, des grands et petits déplacements sociaux¹⁴ ainsi que des offres politiques et culturelles, dans ces opérations d'évaluation, de classement et de qualification des personnes ou des groupes ?

On cherchera notamment à analyser les appropriations différenciées des classements sociaux valorisés publiquement. Si des travaux montrent que ces derniers, par exemple la nomenclature des catégories socioprofessionnelles, peuvent être reconnus par l'ensemble des individus qui partageraient ainsi des principes classificatoires communs, les procédures de catégorisation semblent en revanche plus diversifiées¹⁵. Quelles inégalités observe-t-on face aux instruments de découpage du monde social ? A quel point les catégorisations ordinaires du social sont-elles ajustées aux intérêts (de classe, de genre, d'âge ou d'origine ethnique) des individus ? En effet, les pratiques de classement ne sont jamais neutres dans la mesure où classer, c'est toujours se classer. Pour le dire autrement : on a d'autant moins intérêt à reconnaître un classement qu'il nous place dans les derniers rangs, comme ont pu le montrer par exemple W. Lignier et J. Pagis à propos de classements enfantins de métiers¹⁶.

Plus avant, on se demandera si ces catégories relativement structurées peuvent devenir structurantes dès lors qu'elles orienteraient les goûts culturels et les positionnements politiques. On le sait, les manières d'adhérer à une offre symbolique dépendent des rapports aux destinataires jugés légitimes de cette offre. Par exemple, comme le note Daniel Dayan, la télévision « *ne se donne pas à voir, elle se donne à voir avec.*¹⁷ » De même, la sociologie des orientations politiques souligne que : « *Les préférences (d'étendue, d'intensité et de fermeté variables) exprimées à propos de divers objets « politiques » (hommes, partis, courants, enjeux, programmes, décisions, politiques publiques) sont le résultat de jugements prenant appui sur des valorisations qui fonctionnent comme des instruments de mise en ordre, de classification et d'évaluation des réalités sociales et politiques dans un contexte donné.*¹⁸ » Les logiques d'appropriation des biens culturels et médiatiques, tout comme celles présidant à la formation des opinions et positionnements politiques, mettent en jeu des catégorisations du monde social dont nous souhaiterions questionner leur possible contribution à une transférabilité relative des schèmes d'appréhension des offres symboliques. Autrement dit, quelle est la stabilité des divisions ordinaires du monde social et dans quelle mesure peuvent-elles générer des jugements culturels et politiques dotés d'une certaine systématité ?

Pour apprécier cette hypothèse centrale du concept d'habitus, les articles gagneraient également à étudier l'effet des migrations sociales comme des engagements politiques sur les principes de classement. Il pourra s'agir des expériences des transfuges de classe mais aussi de celles associées au militantisme ou à l'adoption de styles de vie « alternatifs ». Les processus d'adhésion à des causes ou à des manières de vivre radicalement différentes, supposent souvent une révision des hiérarchies et des

¹⁴ Julie Pagis, Paul Pasquali, « Observer les mobilités sociales en train de se faire. Micro-contextes, expériences vécues et incidences socio-politiques », *Politix*, n°114, 2016, pp. 7 à 20.

¹⁵ Jérôme Deauvieux, Etienne Pénissat, Cécile Brousse, Cyril Jayet, « Les catégorisations ordinaires de l'espace social français. Une analyse à partir d'un jeu de cartes », *Revue française de sociologie*, 2014, n°3, p. 411-457

¹⁶ Julie Pagis et Wilfried Lignier, « « Quand les enfants parlent l'ordre social » Enquête sur les classements et jugements enfantins », *Politix*, n° 99, 2012, p.23-49.

¹⁷ Daniel Dayan, « Les mystères de la réception », *Le débat*, 1992, n° 71, p. 160.

¹⁸ Daniel Gaxie, « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », *Revue française de science politique*, 2002, vol.52, n°2-3, p. 169.

échelles de valeurs préalablement assimilées¹⁹. Par exemple, dans les milieux militants, ils s'accompagnent parfois de repositionnements sociaux officiellement décrits comme des « déclassements » mais qui ne sont pas toujours vécus comme tels. Si ces réorientations axiologiques entraînent une réorganisation des perceptions du social sur la base d'une critique des catégories dominantes ou préexistantes, de quelles manières s'opèrent ces réajustements ? Observe-t-on une hystérésis des schèmes de perception du monde social ? Comment ces individus qui soit se déplacent significativement dans l'espace social, soit se détachent plus ou moins (durablement) des jeux sociaux conventionnels, en viennent-ils à décrire « les autres », c'est-à-dire, dans biens des cas, des états antérieurs de leur identité sociale ? Dans quelle mesure ces révisions de leurs principes de classement affectent-elles leurs sociabilités passées et présentes ?

Ce dossier s'intéresse donc autant aux logiques de découpage du monde social qu'aux rapports de pouvoir qui les sous-tendent. Ce faisant, il envisage de préciser les logiques structurelles au principe de la hiérarchisation symbolique des groupes dans un contexte de dépolitisation tendancielle des débats publics.

Il est conseillé aux auteurs et autrices souhaitant présenter un article d'envoyer, avant le 1^{er} juin 2017, une courte note d'intention (1000/1500 signes environ) à la coordinatrice et au coordinateur du dossier : Julie Pagis (julie.pagis@univ-lille2.fr) et Jean-Baptiste Comby (jbay20@gmail.com).

Les articles, comportant au plus 60 000 signes, seront à remettre impérativement avant le 1^{er} octobre 2017.

Les consignes concernant la rédaction des articles peuvent être consultées sur le site de la revue politiques de communication : <http://www.revuepolitiquesdecom.uvsq.fr/>

¹⁹ Julie Pagis, *Mai 68, un pavé dans leur histoire*, Paris, PFNSP, 2014 ; Geneviève Pruvost, « L'alternative écologique. Vivre et travailler autrement », *Terrain*, n°60, 2013, p. 36-55.